

CADRE DES RÉSULTATS DU PROJET

Projet de gestion transfrontalière
des agro écosystèmes du bassin
de la Kagera (PGTA Kagera)

OBJECTIF GÉNÉRAL

L'adoption d'une approche écosystémique intégrée pour la gestion des ressources en terres du bassin de la Kagera générera des avantages locaux, nationaux et mondiaux comprenant : la remise en état des terres dégradées, la fixation du carbone et l'atténuation et adaptation du changement climatique, la conservation et l'utilisation durable de l'agrobiodiversité, la production agricole améliorée et, par conséquent, la protection des eaux internationales, une meilleure sécurité alimentaire ainsi qu'une amélioration des moyens d'existence ruraux.

RÉSULTATS	INDICATEURS (IOV)	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES/SUPPOSITIONS ET RISQUES IMPORTANTS
<p>OBJECTIFS</p> <p>L'objectif environnemental est de s'attaquer aux causes de la dégradation des terres et de restaurer la santé et les fonctions de l'écosystème dans le bassin de la Kagera, grâce à l'introduction d'approches adaptées de la gestion de l'écosystème.</p> <p>L'objectif de développement est de multiplier les activités rémunératrices et de renforcer la résilience et la sécurité alimentaire des communautés rurales (hommes, femmes, enfants) dans le bassin de la Kagera par l'adoption de pratiques productives et durables de gestion des ressources qui soient réalisables techniquement et viables du point de vue socioéconomique.</p>	<p>Les systèmes améliorés d'utilisation des terres/pratiques de gestion pour les zones agroécologiques du bassin sont testés et adaptés (fin de l'année 3) pour soutenir les systèmes agricoles et d'élevage, y compris des mesures visant à réduire les pressions sur les terres humides, les berges des cours d'eau, les forêts et les aires protégées.</p> <p>Transformation de 43.700 ha de terres d'ici l'année 3 et de 100.000 ha à la fin de l'année 5 du projet en écosystèmes agricoles productifs et durables.</p> <p>Environ 6 pour cent de la population actuelle du bassin (un million de personnes à peu près) pourraient être au courant des activités du projet dans les communautés, les micro-bassins versants et les unités agroécologiques cibles, grâce à la démonstration et à la vulgarisation.</p>	<p>Informations externes au projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'évaluations précédentes de la dégradation des terres et de son impact sur le bassin hydrographique; de rapports de développement du district et de rapports économiques. <p>Interventions de GDTA (Gestion durable des terres et des agro écosystèmes) surveillées par les districts cibles et cartographiés par les communautés cibles – enquêtes de terrain.</p> <p>Vulgarisation évaluée par sondages (place du marché/écoles par exemple).</p>	<p>Engagement ferme à mettre fin à la dégradation des terres dans le cadre des programmes de développement durable et de réduction de la pauvreté dans les quatre pays bénéficiaires.</p> <p>Les bureaux de district encouragent leur personnel et d'autres ressources nécessaires à mettre en œuvre le PGTA.</p> <p>Absence d'événements environnementaux graves (sécheresse donnant lieu à des pénuries alimentaires, inondations), de pertes de cultures et de bétail (ravageurs et maladies) dans les pays du projet.</p>

RÉSULTATS

INDICATEURS (IOV)

MOYENS DE VÉRIFICATION

HYPOTHÈSES/SUPPOSITIONS ET RISQUES IMPORTANTS

RÉALISATION

1. Coordination transfrontalière, mécanismes de partage des informations et de suivi-évaluation opérationnels et efficaces aux fins de la promotion d'agro-écosystèmes durables et productifs et de la remise en état des terres dégradées.

Les efforts du PGTA visant à mettre fin à la dégradation des terres sont en cours de mise en œuvre et surveillés par 4 pays riverains dans 21 districts et passés en revue par les CDP nationaux et régionaux, et les activités et les réalisations du projet sont largement partagées et disponibles (année 5).

Les bonnes pratiques examinant les contraintes transfrontalières relatives aux terres du bassin de la Kagera sont appliquées, grâce à l'incorporation d'approches écosystémiques intégrées et intersectorielles dans les processus de planification et de développement, y compris les PAN et les activités pilotes pour le traitement des questions transfrontalières réalisées dans 68 communautés (année 3) et reproduites dans 21 districts (année 5).

Les allocations budgétaires ordinaires du gouvernement affectées à la coordination et à la collaboration transfrontalières dans le bassin de la Kagera sont augmentées de 10 pour cent (année 5).

Rapports et décisions de mécanismes de formulation de politiques et de planification du district nationaux et du bassin hydrographique.

Rapports du comité directeur du projet.

Rapports techniques et d'avancement du projet.

Enquêtes de terrain.

Comptabilité financière nationale et de district.

Les pays et institutions participants continuent à privilégier l'objectif d'atténuation des causes et des impacts délétères de la dégradation des terres du projet, et de processus interpayés et intersectoriels pour le bassin.

Les instituts et partenaires nationaux et du district conviennent d'incorporer la GDT dans leurs programmes et activités en adoptant des politiques et approches intégrées et intersectorielles.

Communication et échange d'information sans contraintes entre les niveaux du district, national et du bassin hydrographique.

La collaboration régionale ne souffre pas de contraintes.

1.1 Établissement d'un mécanisme de coordination à l'échelle du bassin pour faciliter le dialogue transfrontalier, la planification au niveau du bassin, l'harmonisation des politiques et la coordination d'actions nationales/sous-nationales.

Mécanisme de coordination viable pour la GDTA convenu entre les quatre pays (éventuellement dans le cadre de mécanismes IBN et CAE élargis) et reflété dans des protocoles d'accord.

Recommandations visant l'harmonisation des politiques, lois et normes et le règlement des questions transfrontalières dans le bassin formulées par un "Task Force régional" à l'échelle du bassin formé de parties prenantes (année 3), et création de mécanismes pour leur réalisation dans 21 districts (fin de l'année 5).

Plans d'action transfrontaliers en matière de GDT en préparation/établis avec des allocations budgétaires et un système de soutien institutionnel.

Rapports sur les moyens de coordination à l'échelle du bassin de la GDTA.

Les politiques et plans d'action nationaux reflètent la collaboration régionale.

Rapports des réunions du CDRP.

Rapports d'avancement du projet.

Rapports pertinents sur le bassin/district reflétant la collaboration transfrontalière et entre le PGTA et les projets partenaires (IBN-PAALEN, PGEV, ...)

La coopération est bonne entre les gouvernements nationaux et locaux et les institutions du bassin et entre les secteurs (eau, terre, agriculture, environnement et forêts, développement communautaire).

Intérêt manifesté par les processus des bassins fluviaux et lacustres existants à coopérer en matière de terres et d'agriculture.

1.2 Établissement d'un système de gestion des connaissances à l'échelle du bassin pour répondre aux besoins d'information et renforcer les processus de prise de décisions à tous les niveaux.

Système de gestion des connaissances mis en place et opérationnel à tous les niveaux (année 2), y compris :

- Système de suivi et d'information sur l'environnement appuyé par un SIG et des outils de télédétection (années 1-5);
- SIG pilotes au niveau du district élaborés et opérationnels – un par pays (fin de l'année 3);
- Centres d'information communautaires établis et fournissant des services aux parties prenantes dans les communautés cibles (année 2).

GDTA-SI, SIG pilotes de district et produits des centres d'information communautaires (régulièrement mis à jour).

Système de S-E du projet.

Rapports d'avancement du projet.

Les pays sont disposés à collaborer aux systèmes intégrés d'informations et à partager les données sur une base régionale.

Bonne communication et échange efficace d'informations entre les pays et les institutions partenaires.

Les bureaux du district encouragent le personnel et d'autres ressources à héberger/gérer des SIG pilotes (un dans chaque pays).

Les parties prenantes locales sont disposées à participer aux centres d'information communautaires.

PRODUITS

1.3 Systèmes de suivi et d'évaluation du projet qui soutiennent la mise en œuvre et les prises de décisions du PGTA.

Système de S-E en place et opérationnel.

Formation des gestionnaires du projet et des partenaires de districts en matière de collecte de données et S-E participatif (à la fin de l'année 1).

Rapports S-E réguliers.

Rapports des CDP.

Rapports d'avancement du projet.

Rapports d'évaluation intérimaire (année 3) et finale (année 5).

La communication et l'échange d'information ont lieu sans contraintes.

RÉSULTATS

INDICATEURS (IOV)

MOYENS DE VÉRIFICATION

HYPOTHÈSES/SUPPOSITIONS ET RISQUES IMPORTANTS

RÉALISATION

2. Cadre stratégique, de planification et législatif favorable établi pour soutenir et favoriser la gestion durable des agro écosystèmes et la remise en état des terres dégradées.

Les priorités en matière politique, juridique et transfrontalière sont identifiées et convenues au niveau des communautés (68), des districts (21) et du bassin pour la GDTA (fin de l'année 2), et assurent le soutien aux prises de décisions stratégiques, aux mécanismes réglementaires et aux règlements administratifs communautaires pour leur harmonisation et leur application améliorées (année 5).

Formulation d'au moins deux recommandations stratégiques par pays qui renforcent les prises de décisions et les mécanismes réglementaires nationaux, et d'une recommandation par pays pour appuyer les règlements administratifs, etc. aux niveaux du district et de la communauté.

Plan d'action pour l'établissement d'un cadre stratégique et juridique favorable à la GDTA dans tout le bassin.

Rapports sur les ateliers nationaux et régionaux.

Existence de mécanismes d'incitation et réglementaires.

Les gouvernements nationaux et locaux conviennent de passer de la mise en application des normes à l'instauration d'un environnement porteur et propice.

2.1 La GDTA est intégrée dans les politiques et programmes de développement nationaux, renforçant la synergie entre les stratégies sectorielles et dans l'ensemble du bassin.

Considérations/actions en matière de GDTA intégrées dans les plans de développement et les budgets annuels des districts (21).

Pratiques/approches de la GDT intégrées dans les plans d'action sectoriels nationaux concernant le bassin hydrographique, l'agriculture et les ressources naturelles (biannuels, par exemple) et un ensemble de résultats fondés sur les indicateurs utilisés pour évaluer leur contribution aux PAN (4) et aux SPANB (4) (fin des années 4-5).

Expériences réussies et diversifiées de processus intersectoriels et d'approches systémiques de la GDTA documentées annuellement dans les 21 districts et dans les rapports sur le bassin hydrographique et les études de cas/résultats disponibles pour la prise de décisions par des membres des CDP (années 4-5).

Plans de développement du district. Les plans nationaux contiennent des considérations concernant la GDTA [PAN (Plans d'action nationaux pour UNCCD et CBD), SPANB (Stratégies et plans d'action nationaux pour UNCCD et CBD)].

Rapports sur les bassins hydrographiques (Kagera, Nil, PGELV).

Les gouvernements nationaux et locaux, les institutions et les partenaires conviennent :

- d'intégrer la GDTA dans leurs programmes et activités y compris la mise en œuvre des PAN/SPANB;
- d'adopter des politiques et approches intégrées et intersectorielles;
- de fournir un soutien technique et financier.

2.2 Élaboration et application de mesures réglementaires pour promouvoir la GDTA ou éliminer les contraintes.

Règlements intérieurs adaptés localement et convenus au niveau communautaire (24 cas/ pays) (année 3) et mis en vigueur (année 5).

Bonnes pratiques pour une application/mise en vigueur efficace de politiques et mesures juridiques diffusées dans le bassin (années 2-5).

Recueil de règlements administratifs et de normes.

Rapport des consultations avec les parties prenantes.

Rapports d'avancement du projet.

Les districts conviennent d'encourager les consultations de parties prenantes visant à identifier les contraintes et opportunités stratégiques et juridiques.

2.3 Élaboration et réalisation d'un cadre stratégique et de planification cohérent (du niveau du bassin au niveau du district/provincial et communautaire) pour soutenir les efforts de GDT déployés par les communautés rurales.

Personnel gouvernemental et local formé en matière de planification de l'utilisation des terres (au moins 42 au niveau du district et 64 au niveau communautaire) (année 1-5).

Application/mise en vigueur efficace de politiques d'utilisation des terres dans 68 communautés à la fin de l'année 5.

Élaboration de stratégies et plans d'action participatifs sur la GDTA dans 21 districts situés dans le bassin (années 1-3) :

- gestion améliorée des pâturages et des terrains de parcours (dans 15 zones au moins; 7.500 ha);
- mouvements transfrontaliers de bétail (5 frontières);
- conservation et utilisation durable des terres humides (9 zones au moins ; 6.000 ha);
- conservation et utilisation durable de l'agrobiodiversité (68 communautés);
- approvisionnement régulier en énergie (68 communautés).

Rapports des ateliers.

Examen de la situation et des tendances et opportunités/options pour la réalisation de la GDTA.

Cartes, analyses et rapports GDTA-SI.

Plans d'action du district et communautaires.

Rapports d'avancement du projet.

Les autorités responsables de la planification aux niveaux national et du district reconnaissent les avantages des stratégies de GDT.

Les planificateurs de district conviennent d'améliorer la mise en œuvre et le suivi des plans d'utilisation des terres en faveur de la GDTA.

Les gouvernements locaux sont favorables à l'adoption de la GDT et acceptent de soutenir la gestion améliorée des ressources de propriété commune.

PRODUITS

	RÉSULTATS	INDICATEURS (IOV)	MOYENS DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES/SUPPOSITIONS ET RISQUES IMPORTANTS
RÉALISATION	<p>3. Renforcement des capacités et des connaissances à tous les niveaux pour la promotion et le soutien technique de la gestion des terres et des agro écosystèmes dans le bassin.</p>	<p>Personnel technique et responsables des politiques formés dans 21 districts à la planification et à la mise en œuvre de la GDTA, et utilisation des ressources en information du projet dans leur district et communautés (année 5).</p> <p>Sensibilisation des membres des communautés / décideurs locaux aux techniques de GDTA pour les systèmes d'élevage, agricoles et mixtes, et à leurs avantages et impacts en faveur de leurs exploitations agricoles et au dehors (années 1-5).</p> <p>Membres des CEP formés adoptant la GDT et promouvant sa diffusion dans les territoires communautaires.</p> <p>Préparation de matériel de formation en bonnes pratiques et approches largement disponibles, et réalisation de démonstrations en matière de GDT.</p>	<p>Rapports d'avancement du projet.</p> <p>Rapports des ateliers de formation, du personnel et d'autres parties prenantes.</p> <p>Suivi des objectifs par le projet et les districts.</p>	<p>Les institutions et les partenaires locaux sont disposés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> intégrer la GDT dans leurs programmes et activités; améliorer les capacités de leur personnel en matière de GDT; mettre à disposition du personnel formé pour soutenir le suivi.
PRODUITS	<p>3.1 Identification, formulation et validation de méthodes et d'approches visant à promouvoir les pratiques de GDTA (d'élevage, agricoles) grâce à un processus participatif de recherche-action.</p>	<p>Sites de démonstration (68) et parcelles d'essais des CEP (136) identifiés et convenus (fin de l'année 1), établis (fin de l'année 2) et triplés (années 4-5).</p> <p>Matériel pédagogique préparé et utilisé pour la formation dans 21 districts.</p> <p>Matériel de promotion et de formation diffusé et utilisé dans 21 districts et 68 communautés (année 3) disponible auprès des centres d'information communautaires et de districts, selon les besoins (année 5).</p>	<p>Production de matériel documentaire, éducationnel et pédagogique (films vidéos techniques et dépliants de promotion, cartes, etc.).</p> <p>Rapports sur la formation.</p> <p>Rapports d'avancement du projet et rapports techniques.</p>	<p>Les gouvernements locaux conviennent d'adopter des approches participatives de la vulgarisation.</p>
	<p>3.2 Amélioration de la qualité des services fournis aux communautés rurales, notamment par des approches intersectorielles qui tirent parti du savoir et des innovations locaux pour renforcer la gestion des agro écosystèmes.</p>	<p>Animateurs/vulgarisateurs des CEP (150), personnel de district (4 x 21), chefs de communautés (150) et personnel d'ONG partenaires (42) formés aux approches PLAR/CEP (année 2+) et aux bonnes pratiques de GDTA.</p> <p>Communautés cibles (68) tirant parti de l'accès amélioré aux fournisseurs de services compétents en matière de GDTA (planification ; systèmes et approches intersectoriels) et du soutien à la GDT.</p> <p>300 membres du personnel technique et 200-250 responsables des politiques (15/district) formés à la planification et la mise en œuvre de la GDTA, utilisant des informations fournies par le projet dans leurs districts et communautés (année 5).</p> <p>120 000 membres de communautés et décideurs locaux sensibilisés aux techniques de GDTA à appliquer aux systèmes d'élevage, agricoles et mixtes et à leurs avantages et impacts pour leurs exploitations agricoles et au dehors (années 1-5).</p>	<p>Enquêtes et interviews de terrain.</p> <p>Rapports des ateliers de formation.</p> <p>Rapports des districts et communautés.</p> <p>Rapports d'avancement du projet.</p> <p>Sondages auprès des districts pour évaluer la diffusion des démonstrations en matière de GDT dans les centres d'information, à la radio, dans le matériel pédagogique, etc.</p>	<p>Les fournisseurs de services acceptent de soutenir le programme et souhaitent bénéficier de la formation ciblée.</p>

RÉSULTATS

INDICATEURS (IOV)

MOYENS DE VÉRIFICATION

HYPOTHÈSES/SUPPOSITIONS ET RISQUES IMPORTANTS

4. Pratiques améliorées de gestion des terres et des agro écosystèmes mises en œuvre et procurant des avantages aux utilisateurs des terres pour toute la gamme des agro écosystèmes du bassin.

Pratiques de GDT appliquées par les communautés pilotes (68 fin de l'année 3 ; 200 fin de l'année 5) dans des parcelles-essais et les champs des agriculteurs sur une superficie totalisant 45.000 ha (fin de l'année 5) et montrant :

- la lutte efficace contre l'érosion du sol (aucun nouveau signe visible) dans tous les sites cibles;
- 4 micro-bassins versants identifiés (année 5) cibles et surveillance des charges de sédiments (sujette à l'identification des sites où peuvent être appliquées des interventions de GDT sur une superficie étendue du bassin versant et où la surveillance hydrologique peut bénéficier de l'appui de projets partenaires : IBN-PAALEN et PGELV);
- accroissement de 30 pour cent du couvert végétal (biomasse aérienne et souterraine) de terres agricoles (23.000 ha) et de pâturages (7.500 ha) pilotes où des alternatives aux pratiques d'agriculture sur brûlis sont appliquées (année 5);
- accroissement de 20 pour cent des dépôts de carbone du sol dans les parcelles d'essais et de démonstration des agriculteurs et les terres arables et pâturages pilotes (année 5) dans les 30.500 ha où sont pratiqués/planifiés des systèmes de GDT;
- augmentation de 10 pour cent de la production (agricole, animale et d'autres biens) par des agriculteurs/éleveurs formés contribuant aux moyens d'existence (revenus ; sécurité alimentaire ; réduction de la vulnérabilité).

Données de la GDTA-SI (SIG/T) y compris le suivi sur le terrain et d'autres zones cibles.

Les enquêtes sur la dégradation des terres et l'analyse des systèmes agroécologiques et de l'agro-biodiversité dans les zones cibles réalisées par les CEP et le personnel technique comprendront les indicateurs visuels LADA-local suivants :

- propriétés du sol et érosion et C du sol (échantillons);
- couvert végétal, litière, sols dénudés et étendues et effets du brûlage;
- ressources en eau et sécheresse;
- diversité aux niveaux intra et interspèces et habitats;
- productivité des terres dans différents types d'utilisation des terres (intrants/rendements/ autres produits des ressources naturelles, comme les combustibles.

Sondages auprès des familles dans les communautés/districts cibles (en comparant un échantillon de 360 ménages /membres et les contrôles des CEP) ; analyse des interrelations entre la dégradation des terres, la pauvreté, la santé, la sécurité alimentaire et la vulnérabilité.

Absence de contraintes à la participation des parties prenantes et des communautés.

Les bureaux de planification et développement des districts et les principaux programmes agricoles et environnementaux appuient les activités du PGTA (financières et techniques) conformément au plan de cofinancement.

Absence de troubles intérieurs, de grands mouvements de réfugiés ou d'événements environnementaux graves (sécheresse déterminant les pénuries alimentaires, inondations), pertes de cultures et de bétail (ravageurs et maladies) dans les pays du projet.

RÉALISATION

4.1 Formulation et mise en œuvre de plans participatifs de gestion des terres dans des communautés, micro-bassins versants et grandes unités foncières cibles.

100 plans d'utilisation des terres et plans d'action participatifs élaborés (année 2) et mis en œuvre (années 2-4) et doublés (année 5):

- Plans d'action communautaires (68);
- Micro-bassins versants (46);
- Pâturages/terrains de parcours (15);
- Terres humides cibles (10);
- Berges de cours d'eau (1 000 km).

Création de capacités pour la mise en œuvre et le suivi des plans d'action communautaires (années 1-5) dans 136 communautés.

Rapports sur les plans d'utilisation et de gestion des terres communautaires / du district

Rapports techniques et d'avancement du projet.

Produits SIG/T.

Ensemble d'indicateurs convenus pour le suivi des plans d'action relatifs à la GDT, à savoir :

- réduction de la dégradation (brûlage, érosion, etc.);
- amélioration du couvert végétal, des sols, des eaux, de la qualité des terrains de parcours et de la résistance à la sécheresse;
- renforcement de la productivité agricole et animale et son effet sur les moyens d'existence;
- augmentation de la prise de conscience, des informations, des compétences et du soutien institutionnel à la GDT.

Les communautés et les districts acceptent de formuler et de réaliser des plans d'action améliorés en faveur de la GDTA et de les intégrer dans d'autres processus de planification.

4.2 Des pratiques améliorées de gestion de l'utilisation des terres et des agro écosystèmes sont adoptées avec succès par les agriculteurs et les éleveurs dans les communautés cibles et reproduites ailleurs.

136 communautés réalisent la GDTA (année 5).

Large adoption de systèmes agricoles et pratiques de gestion améliorés, y compris la conservation de la biodiversité par les membres de 72 groupes d'agriculteurs/ éleveurs (année 3) et triplés (année 5).

1 800 agriculteurs formés et adoptant/ renforçant la GDT grâce à des approches CEP (année 3) et 1 800 autres agriculteurs (fin de l'année 5).

Indicateurs locaux des avantages de la GDTA (revenu, sécurité alimentaire familiale, réduction des risques) confirmés par tous les groupes d'agriculteurs cibles et un échantillon de 10 pour cent de la population cible (100.000 personnes) (fin de l'année 5)

Rapports sur la formation.

Dossiers CEP.

Cartes, analyses et rapports SIG/T.

Rapports d'avancement du projet.

Les agriculteurs sont disposés à participer à la formation et intéressés à appliquer la GDTA.

PRODUITS

RÉSULTATS

INDICATEURS (IOV)

MOYENS DE VÉRIFICATION

HYPOTHÈSES/SUPPOSITIONS ET RISQUES IMPORTANTS

4.3 Identification, démonstration et promotion parmi les utilisateurs des terres de débouchés commerciaux et d'autres incitations/mécanismes de partage des avantages pour la fourniture de services environnementaux.

Mécanismes d'incitation et de partage des avantages (monétaires, en nature) identifiés et soutenant l'adoption de la GDTA et la conservation de la biodiversité, y compris les paiements pour services environnementaux, la valeur ajoutée aux produits et leur commercialisation dans 34 communautés (années 1-5).
Mécanismes d'incitation/soutien atteignant les groupes vulnérables (métayers, jeunes, personnes atteintes du VIH/SIDA, veuves, orphelins, femmes chefs de ménages) soit 15 pour cent de la population cible (année 5).

Rapports techniques.
Examen et dossiers des mesures d'incitation/ partage des avantages, et investissements dans la GDT.
Enquêtes locales sur la pauvreté, la santé, le revenu, la vulnérabilité, etc.
Rapports d'avancement du projet.

Les incitations (concours, accès à des subventions, etc.) encouragent les agriculteurs à réaliser la GDTA.
Les programmes agricoles de district et les ONG appuient la diversification et la commercialisation.
Les PSE (y compris les crédits en contre-partie de la fixation du carbone) sont disponibles pour les agriculteurs du bassin de la Kagera.
Absence de fortes fluctuations des prix (intrants/produits) dans le pays, d'inflation et d'échecs des marchés.

5. Gestion du projet.

Exécution des activités du projet et résultats conformes au plan de travail et au budget.
CDP et CRCT régionaux opérationnels.
Soutien technique fourni par la FAO et les institutions gouvernementales.

Rapports du comité directeur et du comité de conseil technique du projet.
Rapports techniques et d'avancement du projet.

La gestion du projet est efficace et sans contraintes.
La sécurité règne dans la région.

5.1 Les structures de gestion du projet sont opérationnelles et efficaces.

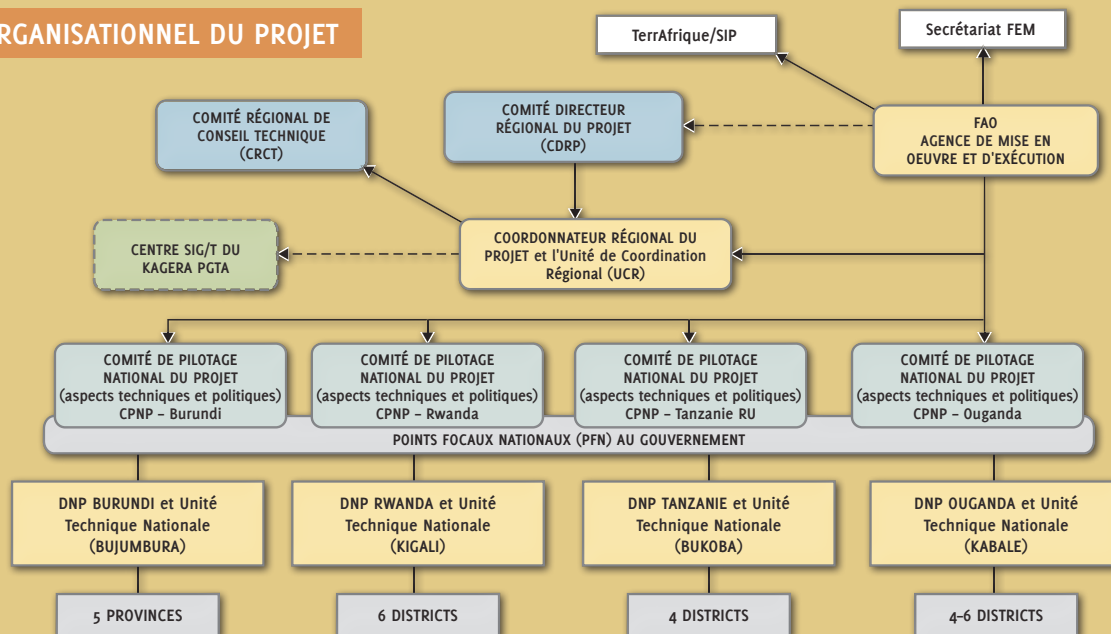
Recrutement du coordonnateur régional et des directeurs nationaux de projet et exécution des activités et production des résultats prévus par le plan de travail et budget.
CDP et CRCT régionaux opérationnels et fournissant une orientation et prenant des décisions.
Soutien technique fourni par l'UTP de la FAO, le "Task Force" du projet et les institutions publiques.
Recommandations utiles au moment de l'évaluation intérimaire pour traiter les problèmes identifiés.

Rapports techniques et d'avancement du projet.
Rapports des comités directeurs du projet.
Rapports sur les visites et réunions par la FAO et le gouvernement.
Rapport d'évaluation intérimaire.

Le soutien technique de la FAO et le personnel du projet restent inchangés pendant toute la durée du projet.
Bonne coordination de la gestion technique, financière et du personnel du projet.

GDTA-SI (Système de surveillance et d'information relatif à l'environnement pour la gestion durable des terres et des agro écosystèmes).

SCHÉMA ORGANISATIONNEL DU PROJET



<http://www.fao.org/nr/kagera>